

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

DIVISION D

GROUPE D6

CDT. BERRID

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

SUJET: LA MEDITERRANEE OCCIDENTALE

Traiter un sujet se rapportant à la méditerranée expose souvent l'auteur au risque de céder à la fascination qu'exercent aussi bien l'appartenance que la culture des mythes, tant les sentiments prennent souvent le pas sur la vision objective des réalités .

Nous nous garderons donc ici de parler de la Méditerranée ancienne, celle des civilisations, des empires, des artistes , des guerriers, des philosophes, des poètes, des marchands, des couleurs, des odeurs et des senteurs. Non pas que ces valeurs ne comptent plus, au contraire leur poids est déterminant en ce sens qu'elles ont forgé un caractère spécifiquement régional, mais nous nous pencherons surtout sur la méditerranée occidentale avec ses réalités d'aujourd'hui.

Au cours des dernières années, forums, débats, analyses, colloques et rencontres se sont plus que jamais intensifiés au sujet de la méditerranée . S'agit-il d'une simple fièvre intellectuelle passagère, où plutôt de convulsions qui précèdent un accouchement ? Dans tous les cas, un nouveau type de rapports se dessine dans les relations entre les riverains de cet ensemble. Nous en limiterons l'étude à sa partie occidentale, celle qui s'étend du détroit de Sicile à l'Est au détroit de Gibraltar à l'Ouest. La raison en est qu'elle incarne la réalité spécifique d'une sous-région qui, par le poids de la proximité mais aussi de l'histoire, offre le cliché typiquement méditerranéen de la dialectique de deux modèles de sociétés, où la possible coopération semble coexister avec l'impossible coexistence.

En effet, une rapide lecture de tout ce qui a été écrit ses dernières années sur la méditerranée occidentale laisse apparaître des différences dans les approches pour ne pas dire de nettes divergences dans les points de vue entre les promoteurs d'un espace de solidarité et ceux se voulant plus « réalistes » pour mettre au devant les aspects d'altérité et de conflit entre les parties nord et sud de la méditerranée occidentale.

Dans ce cadre, quels sont les facteurs et les enjeux géopolitiques qui déterminent les rapports des Etats en Méditerranée occidentale et dans quelle mesure ces rapports pourraient s'harmoniser au mieux de la sécurité et du développement dans la région?

En réponse on peut dire qu'en dépit de multiples dissymétries inhérentes au décalage entre les deux rives et impliquant une perception dichotomisée de la notion de sécurité , il n'en demeure pas moins que la communauté d'intérêts et l'importance des réformes engagées dans les pays de la rive sud; autorisent l'optimisme quant à l'instauration d'un espace de coopération et de paix en méditerranée occidentale. L'aboutissement des efforts entrepris dans ce cadre entre les deux rives nécessite de part et d'autre une profonde mise à jour des instruments de lecture et d'analyse des réalités..

Pour étayer cette thèse, nous tenteront de dégager dans une première partie intitulée « forces centrifuges » les aspects de conflit et de divergence entre les deux rives nord et sud de la méditerranée occidentale. Une deuxième partie intitulée « forces centripètes » fera ressortir les facteurs essentiels de leur convergence. Une troisième partie sera enfin consacrée au nouveau concept qui doit présider aux rapports pour plus de stabilité dans la région.

Néanmoins, avant d'aborder ces chapitres et afin d'appréhender au mieux la réalité des enjeux en méditerranée occidentale, nous expliquerons les raisons du renouveau affiché pour cet espace.

I/ RAISONS DU DISCOURS NEO-MEDITERRANEEN:

« On ne saurait expliquer ce qui nous pousse à tenter, encore et toujours de reconstituer la mosaïque méditerranéenne » nous dit Perdras Matvejevitch.

L'intérêt de plus en plus affiché aux questions méditerranéennes par les intellectuels et les gouvernements trouve à mon sens sa signification dans les mutations profondes survenues dans le contexte international en cette fin de siècle

La situation qui prévalait depuis la seconde guerre mondiale permettait du moins jusqu'à un certain point, une visibilité peu ou prou rassurante en raison des facilités de localisation des sources de menaces. Depuis que l'URSS n'existe plus et que les pays de l'Europe centrale et orientale ont entamé des ouvertures apaisantes sur le plan sécuritaire, il y'a eu un changement de perception que l'Europe et l'OTAN se font de la menace extérieure. De ce fait, la méditerranée perçue comme un foyer de tensions est passée en première ligne des préoccupations défensives. Cette nouvelle orientation sera désormais au coeur de la stratégie des pays de la rive nord vis à vis de ceux de la rive sud.

Le deuxième élément ayant influé sur les rapports en méditerranée occidentale est le renforcement de l'union européenne. Après les difficultés posées aux pays de la rive sud suite à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'union, la perspective de l'élargissement de celle ci aux pays de l'Europe centrale et de l'Est a fait naître chez les pays du sud la crainte de voir leurs partenaires du nord consacrer la priorité de l'aide économique dont ils bénéficiaient depuis longtemps aux pays de l'ex-bloc soviétique à leurs détriments.

Par ailleurs, le renforcement du phénomène de mondialisation, accentué notamment par la disparition du système bipolaire, n'a pas manqué à mon sens de susciter la tendance des Etats à s'intéresser davantage à leur environnement immédiat. En effet la forte appréhension de la transition floue que vit le monde en ces temps d'incertitudes, où un nouvel ordre mondial reconnu comme tel par l'ensemble de la société internationale tarde à voir le jour, s'est traduite en méditerranée occidentale par un sentiment, je dirais « instinctif », de repli des Etats sur leur « précarré régional » et de prospection en quête d'une potentielle réorganisation périphérique face au défi notamment économique que représentent les grands regroupements régionaux qui s'opèrent dans le monde.

Enfin un autre facteur historique de cette nouvelle solidarité régionale est lié au transfert positif sur la méditerranée occidentale des déficits unitaires affectant depuis quelques années les grands ensembles régionaux auxquels appartiennent les pays des deux rives. En effet au moment où la crise de l'unité arabe et les répercussions négatives des problèmes politiques qui affectent le Machrek et qui sont inhérents à la guerre du Golf ou aux frustrations engendrées par le blocage du processus de paix au Moyen Orient, invitent le Maghreb à se replier sur lui-même et à se tourner vers le Nord; les pays de la rive nord de leur côté, craignant à travers l'extension de l'Europe la montée en puissance d'un pôle euro-germanique qui serait éventuellement préjudiciable à leur futur poids au sein de l'union, cherchent à contrebalancer cette tendance en réactivant sur de nouvelles bases le dialogue et la coopération avec les pays de la rive sud.

Cette nouvelle toile de fond du futur cadre dans lequel s'inscrivent désormais les relations en méditerranée occidentale étant ainsi dressée, quels sont alors les sujets de heurts entre les pays des deux rives?

I/ FORCES CENTRIFUGES:

Contrairement à la méditerranée de l'Est, la méditerranée occidentale offre l'image achevée de la ligne de fracture qui sépare le nord et le sud. Il s'agit en effet de la région où sont le plus étroitement en contact pays riches et pays en développement et où le rapport inégal est le plus marqué en raison des disparités socio-économiques, le plus dense en déchirements entre tradition et modernité. Le phénomène se traduit dans la région par des dissemblances de perception des intérêts qui constituent de sérieux freins à une intégration plus harmonieuse, principalement dans les domaines économique, social et culturel:

11/ Les déséquilibres économiques:

Les rapports en méditerranée occidentale se caractérisent par un net décalage dans le niveau d'organisation et de développement économique entre les deux rives. Il se traduit par une grande dépendance du sud vis à vis du nord.

En effet, les pays de la rive nord ont réussi à institutionnaliser leur solidarité au sein de l'organisation économique forte que représente l'union européenne. De là, leur marge de manoeuvre dans l'élaboration d'une politique économique dans le classique cadre bilatéral vis à vis des pays tiers se trouve largement restreinte par les lois de l'union. En revanche, les riverains du sud dont certains gouvernements encore nostalgiques de la période de la guerre froide n'ont pas réussi à faire le saut intellectuel qualitatif pour dépasser la vision étriquée des intérêts et la vieille politique de déstabilisation gratuite des voisins, continuent de se présenter devant ceux de la rive nord en ordre dispersé. L'union du Maghreb Arabe qui devait en principe mettre la rive sud en situation confortable dans ses négociations vis à vis de la rive nord est actuellement au point mort. De ce fait les pays du Maghreb sont totalement à la merci d'un ensemble de pays dont les puissances économiques s'additionnent pour n'offrir qu'un contrat d'adhésion dont les termes ont été préalablement arrêtés par les autorités communautaires

Dans ce cadre, l'élargissement de l'Europe et la perspective d'intégration des pays d'Europe centrale laisse penser que le marché européen pourra difficilement continuer à absorber les produits notamment agricoles des pays du Maghreb. Or, l'agriculture représente la principale exportation de ces pays et revêt une importance cruciale en termes d'emploi puisqu'elle fait vivre une grande partie de la main-d'oeuvre active locale.

En plus de cette inégalité d'organisation, force est de constater les déséquilibres importants entre les systèmes productifs des pays de la rive nord et ceux de la rive sud. En dépit du fait que tous les pays ont enregistré une diminution de la contribution de l'agriculture et une augmentation de celle des services, suivant en cela l'évolution universelle, les disparités se sont néanmoins maintenues. Les pays de la rive sud sont encore fortement agricoles puisque ce secteur y représente plus de 15% du PIB, alors qu'il ne représente que moins de 5% dans ceux de la rive nord.

Par ailleurs, les rapports commerciaux entre les deux rives accusent un flagrant déséquilibre tant en terme de valeur que de balance commerciale. Alors que les marchés de la rive nord constituent globalement plus de 50% du commerce extérieur des pays de l'UMA, celle-ci ne représente que près de 5% dans les échanges extérieurs des pays de la rive nord. Ce phénomène illustre la situation d'extrême dépendance de la rive sud vis à vis de la rive nord et par conséquent l'ampleur des écarts qui s'en suivent et qui déterminent la position, l'échelle des préoccupations des parties ainsi que la fragilité des rapports chaque fois que des négociations sont menées dans la perspective de modifier l'écart actuel.

L'inégalité dans le niveau de développement est également reflété par l'écart du PIB secrété par les pays relevant de chacune des deux rives. Si la valeur moyenne de celui-ci est aujourd'hui

de l'ordre de 6 830 dollars constants par habitant, elle recouvre des disparités considérables qui vont de 1 903 dollars pour les pays de la rive sud à 13 568 dollars pour ceux de la rive nord, soit un écart de 1 à 14. Ces disparités importantes poussent certains européens à poser la question de savoir si les pays de la rive sud peuvent-ils devenir de véritables partenaires et s'ils ne risquent pas de compliquer la tâche des pays de la rive nord qui cherchent à se hisser au niveau des deux grands ensembles américain et asiatique.

12/ Démographie et émigration:

La démographie constitue un facteur de tension entre les deux rives dans la mesure où la forte croissance que connaissent les pays du sud devait, si elle s'accroissait, s'accompagner d'une poussée migratoire vers ceux du nord.

En 1990, la population de la France, de l'Espagne et de l'Italie s'élevait à près de 153 millions pendant que celle du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie était de près de 60 millions. Si le rythme de la croissance actuelle était maintenu, la population de ces deux groupes de pays sera respectivement de 157 et 94 millions, soit presque une augmentation insignifiante sur toute la période considérée de 3 millions pour la rive nord, face à une augmentation de la population des pays de la rive sud de 56 millions c'est à dire du simple au double. Les années 1980 ont fait apparaître la nature du problème que cette démographie allait poser aux pays de la région. En l'absence d'un fort développement économique des pays de la rive sud, les pays de la rive nord seront confrontés à une pression migratoire qui ira en s'accroissant. Les taux de fécondité observés lors des années 70 dans les pays de la rive sud augurent d'une poussée extrêmement forte de jeunes cherchant un emploi dans les dix prochaines années. En 1990 les pays du Maghreb exportateurs de main d'oeuvre avaient un pourcentage de jeunes de moins de quatorze ans dans la population totale qui représentait plus du double de son niveau dans les pays d'immigration (40% contre 20%). Quand on connaît la difficulté qu'ont les pays du nord à accueillir actuellement des flux annuels compris entre 0,01% et 0,4% de leur population totale - 0,4% en France, 0,2% en Espagne, 0,01% en Italie- on perçoit la dimension du problème. Son acuité sera considérable de même que les conséquences qui découleront de la façon dont il sera traité.

14/ La dimension culturelle:

La nature des grands contacts historiques survenus entre les mondes musulman et chrétien, explique bien les malentendus culturels et par conséquent le regard actuel de la rive nord sur la rive sud. Cinq étapes importantes peuvent être à ce sujet identifiées.

Le premier contact a été celui des conquêtes musulmanes de la péninsule ibérique et du sud de l'Europe au VIIIème siècle. Deux sociétés différentes et contrastées par la culture, la croyance et la technique se sont alors rencontrées sur le seuil de l'Europe. Il en est résulté par la suite un malentendu historique d'une grande épaisseur.

Le deuxième contact fut celui du temps des croisades contre l'islam. Cette période ne pouvait qu'exacerber davantage les incompréhensions entre ces deux mondes pourtant proches.

La relation culturelle du troisième type remonte au temps de l'empire ottoman. Jusqu'au XVIIIème siècle, le rude pouvoir temporel des ottomans, par-delà les splendeurs de leur civilisation, s'était durement fait sentir en Europe centrale et danubienne. Pour ces peuples européens subjugués par les Turcs, l'islam en tant que religion et la communauté musulmane en tant qu'entité culturelle ont été inévitablement associés à l'image du glaive ottoman.

Le quatrième contact a été celui de la colonisation du monde musulman par l'Europe au XIXème et XXème siècles. De tout temps, le fait colonial en tant que rapport inégalitaire entre

deux peuples, devait se chercher des justifications au statut diminué que ce rapport impliquait pour l'un des deux peuples. Ainsi des justifications éthico-politiques devaient nécessairement faire de l'Arabe et du Musulman *des êtres frustrés* auxquels il fallait dispenser les bienfaits de la civilisation européenne. Le dialogue culturel fut ainsi historiquement biaisé. Il existe des pages tristement célèbres sur la méconnaissance de l'islam par ethnocentrisme, de la part pourtant de grands esprits européens du XIX^{ème} siècle. Cela n'a pas empêché cependant le XIX^{ème} siècle européen, conquérant et impérial, d'être aussi de diverses manières le siècle de l'exotisme et de l'orientalisme dans les arts et les lettres.

Enfin, l'époque contemporaine et sa toile de fond, avec la décolonisation, le sous-développement et les flux migratoires sud-nord. C'est un autre genre de relations entre Islam et Occident. L'islam est alors présenté comme un espace-temps investi par le sous-développement ou tout le moins par des contrastes saisissants de développement, par des conflits, par la violence et l'intolérance. Cette image qui n'est pas en fait celle de l'islam, mais que l'on cherche à tort à lui associer à travers les médias, alimente dans les esprits des populations en occident des sentiments à la fois de peur et de mépris.

II/ LES FORCES CENTRIPEDES:

Si tous ces facteurs affectent avec leurs pesanteurs la coopération en méditerranée occidentale, il n'en demeure pas moins que les rapports et l'intérêt des deux rives l'une pour l'autre ne se sont jamais pour autant affaiblis en raison des considérations historiques, géographiques, économiques et sécuritaires.

21/ l'histoire et la géographie:

Sans remonter loin, notons d'abord qu'en dépit des multiples antagonismes évoqués, il s'agit d'une région où de multiples liens se sont accumulés à travers l'histoire plus qu'ailleurs entre des peuples de cultures différentes. Ces liens sont tellement profonds qu'ils résistent aux vicissitudes des diverses contingences qui continuent de secouer la région et au point qu'aucune stratégie de rupture totale ne saurait finalement aboutir. Comme l'a si bien souligné l'Ambassadeur Francis GUTMANN, «... *Les cultures se sont entrechoquées, mais n'ont pas cessé de s'influencer mutuellement. Les hommes se sont combattus, mais il y'a eu aussi tant et tant de mouvements humains et finalement comme un vaste métissage. Nous sommes tous, si l'ont peut dire, imprégnés les uns des autres...* ».

C'est aussi la région où par la force de la proximité, la géographie a toujours dicté à l'histoire le cours qu'elle devait suivre. Aucune des deux rives ne peut ne pas s'intéresser à l'autre. Cette proximité a tout naturellement favorisé les échanges économiques entre les deux rives.

22/ les liens économiques:

A tout cela s'ajoutent d'évidentes interdépendances qui se sont amplifiées surtout depuis ces dernières décennies, en particulier dans le domaine économique. Certes, il y aurait beaucoup à redire sur certaines de ces interdépendances, et en particulier les inégalités qui les caractérisent encore souvent comme signalé ci-haut. Néanmoins, elles ont déjà donné naissance à diverses formes de coopérations, soit bilatérales, soit multilatérales comme la zone de libre échange prévue entre l'union européenne et le Maroc et la Tunisie à l'horizon 2010 et qui sera certainement étendue à l'Algérie. En outre les pays riverains de la méditerranée prennent de plus en plus conscience qu'il existe entre eux d'autres domaines d'intérêt et de complémentarité, comme par exemple l'environnement, l'eau ou les transports.

23/ La conscience collective:

Plus que pendant la période de la guerre froide et comme nous l'avons souligné dans la première partie, il n'y a pas aujourd'hui en méditerranée occidentale de pays qui ne suit avec un grand et nouvel intérêt l'évolution des rapports dans la région et qui ne cherche à s'y inscrire. Cette conscience collective témoigne de la vitalité de cet espace et de la volonté des décideurs d'aller de l'avant pour mettre sur pieds un nouveau cadre plus approprié.

Les pays de la méditerranée occidentale ayant peu à peu pris conscience que leur avenir est étroitement lié à cet espace se sont réunis à l'automne 1995 à Barcelone pour présenter- et c'est déjà une première- des propositions conjointes issues d'un travail collectif. C'est aussi la preuve que ces pays reconnaissent implicitement les limites de la coopération traditionnelle et donc la nécessité de la promouvoir à un niveau qui répond aux attentes de tous. Certains analystes trop hâtifs ont commencé à mettre déjà en exergue *l'échec* du processus de Barcelone avant même que celui-ci ne voit le jour dans sa forme achevée. Il oublie souvent que les grandes oeuvres se construisent sur des générations et que, de la Communauté du charbon à la monnaie unique, il a fallu plusieurs décennies mais surtout beaucoup de patience et de négociations pour que l'Union Européenne arrive à son stade actuel.

III/ POUR UN NOUVEAU CONCEPT DES RAPPORTS:

De ce qui précède, il apparaît clairement que la méditerranée occidentale à l'instar d'ailleurs des ensembles européen et arabe auxquels elle se rattache est une zone hautement sensible. Le problème qui se pose en définitive est celui de la paix et de la sécurité non pas dans le sens conventionnel du terme qui perd de plus en plus de sa pertinence notamment en cette fin de siècle, mais dans sa nouvelle conception en ce sens que paix et sécurité englobent les dimensions tout à la fois économique et socioculturelle.

Tout le monde est conscient de la nécessité d'un espace de stabilité. Encore faut-il avoir le courage de voir les choses en face. Les dossiers brûlants que sont l'immigration et la dette extérieure nécessitent une vision nouvelle et un traitement novateur. Il convient en effet de faire de ces deux problèmes, non pas un mur psycho-politique, mais une opportunité pour redéfinir la coopération sur de nouvelles bases. L'immigration ne doit pas être considérée comme seulement un problème. Elle fait partie des lois économiques au même titre que l'échange de marchandises et de capital. Elle détend l'offre de main d'oeuvre et permet de stabiliser le coût salarial dans les pays d'accueil tout en soulageant considérablement les pays d'origine sur le plan économique et social.

Certes la grande migration ne pourra pas contribuer à résoudre les difficultés comme ce fut le cas par le passé, d'autant plus que les pays de la rive nord sont soumis à une nouvelle pression migratoire venue de l'Est. C'est pourquoi il est impérieux que les pays d'accueil et les pays d'origine mettent sur pieds un véritable plan pour l'emploi qui, en plus des Etats, engage les entreprises, les institutions financières, les collectivités locales, les régions et les villes pour stabiliser les flux migratoires du sud vers le nord à travers les appareils productifs par la création des opportunités d'emplois dans les pays du sud. Les délocalisations opérées ces dernières années au Maroc par certains groupes français comme Thomson ou espagnoles, sont à encourager car ils donnent l'exemple de ce que doit être la future coopération en méditerranée occidentale.

Quant au problème de la dette, son traitement ne peut pas être strictement financier. Il doit être aussi politique, ce qui n'exclue pas de la part des pays du Maghreb la possibilité de continuer à honorer leurs engagements, mais sur des bases nouvelles. Dans ce cadre aussi, l'exemple vient d'être récemment donné par la France qui a transformé une partie non négligeable de la dette que lui doit le Maroc en investissements sur place moyennant des facilités préférentielles. Cette

nouvelle stratégie mérite d'être poursuivie, adoptée par l'ensemble des riverains nord et étendue à l'ensemble des riverains sud avec les réajustements que nécessite ce genre de parcours.

Sur un autre plan, il faut également que nous changions de regard les uns envers les autres. Nous devons nous accepter tel que nous sommes dans le respect mutuel de nos différences, de nos valeurs culturelles et d'un espace pluriel en méditerranéen occidental. Les rapports harmonieux dans la région supposent désormais que soit exclu « *le dialogue du cavalier et de sa monture* » et que les Etats de la rive nord prennent en compte les spécificités socioculturelles de la rive sud où les sociétés s'ouvrent inexorablement mais à leur propre rythme et dans le respect de ces mêmes spécificités. Les nouvelles politiques d'ouverture engagées dans les pays du Maghreb doivent être appuyées par les pays de la rive nord afin de permettre au courant de libéralisation et de démocratisation qui souffle de s'établir en profondeur.

CONCLUSION:

Est-il besoin de rappeler que cette nouvelle coopération est un facteur essentiel d'équilibre, aussi bien pour la rive nord que pour la rive sud?. Cet équilibre étant une responsabilité partagée, les impératifs de paix et de sécurité dans la région ne sont pas uniquement d'ordre vertical, mais aussi d'ordre horizontal. Aussi, une épuration des relations entre les Etats maghrébins est-elle désormais plus indispensable et plus urgente qu'auparavant. Une coexistence pacifique entre les Etats de la rive sud est le meilleur moyen de tirer le meilleur parti d'une étroite relation avec les Etats de la rive nord, tant il est vrai que ces derniers continueront à hésiter à s'engager pleinement avec une rive instable.

Il s'agit donc d'une vision globale et croisée. Cette nouvelle vision qui implique un engagement réel et réciproque des pays, permettra de donner aux peuples de la région l'espoir d'un avenir partagé dans la sérénité et le codéveloppement, de porter un puissant coup d'arrêt aux courants obscurantistes de tout bord et d'instaurer ainsi réellement et durablement la confiance, la paix et la sécurité.

Le défi est certes de taille et semble beaucoup intellectuel. Il n'est nullement impossible, tant le grand bouleversement de cette fin de siècle nous a appris également que l'histoire fait peu de cas des déterminismes puisés dans une logique purement intellectuelle et que ce sont les hommes de bonne volonté, avec leur ténacité et leur obstination à tracer des sentiers à petits pas qui réalisent les grands desseins.

FICHE BIBLIOGRAPHIQUE

- « *La méditerranée occidentale: Un espace à partager* » . Fondation méditerranéenne d'études stratégiques.

- *la Méditerranée occidentale: quelle stratégie pour l'avenir?* Chollais François.

- « *Menaces en méditerranée: données nouvelles et conséquences pour la politique de sécurité de la France* » Nigoul Claude, Torrelli Maurice.

- « *La Méditerranée économique* »:/ premier rapport général sur la situation des riverains au début des années 1990.

- *La Méditerranée: Une géographie de la fracture.* » B. Kayser.

- « *La Méditerranée, espace de coopération?* » Actes du colloque organisé les 2 et 3 juillet 1993 à Aix-en-Provence, en l'honneur de Maurice FLORY.

- Revue : *l'espace marocain* N° 4 janv-fev-mars 1992.

-RAMSES 98: *le partenariat euro-méditerranéen* (page 77).